

# Un delta dans l'œil du cyclone

2/2



Dans les mangroves des Sundarbans, en Inde, la crise climatique et la quête d'un revenu décent ont poussé les habitants à pêcher dans une zone à haut risque, à quelques mètres des tigres du Bengale vivant dans une zone protégée. Aujourd'hui, leurs veuves se reconstruisent, cherchent des compensations et s'organisent pour assurer leur avenir.

## Avec les Veuves du tigre

C'était il y a huit ans, déjà. Kaushalya Mondal et son mari avaient mangé sur leur grande barque de pêche, à la tombée de la nuit. Un cousin était là aussi. Aux Sundarbans, dans le delta du Gange, on part toujours pêcher le crabe et la crevette à trois. La division des tâches est claire : une personne pilote le bateau, une seconde place les filets et les récupèrent, et la troisième trie rapidement la pêche. Le bateau peut partir pour plusieurs jours, parfois une semaine, dans les canaux naturels et les criques de cette région où l'eau nourrit les racines de la dense mangrove. « Je me rappelle qu'il y avait une grosse concurrence entre les pêcheurs pour avoir les meilleures places dans les rivières. A un moment, nous sommes rentrés dans un canal. J'ai placé les appâts, nous avons retiré quelques autres lignes. Mon mari

Deux pêcheurs sillonnent la mangrove au large de l'île de Gosaba. L'un des deux (à l'avant-plan) a survécu à une attaque de tigre.

dirigeait le bateau, il ramait pour le faire avancer, mon cousin était penché sur le pont, occupé à trier les crabes. Il y avait un arbre. Nous n'avons rien vu. Rien entendu. »

Silencieux, le tigre a sauté depuis le bord de l'eau, tapi derrière l'arbre. Il a pris le mari de Kaushalya à la gorge, sa mâchoire emportant le corps entier avec lui dans la mangrove. « J'ai essayé de sortir du bateau pour courir chercher le corps. Mon cousin m'a retenue. » Le tigre a disparu avec son mari. Kaushalya a hurlé à son cousin : « Tu ne pouvais pas voir, tu ne pouvais rien faire. » Ils ont crié à l'aide. Un bateau est arrivé, et Kaushalya s'est évanouie. Elle s'est réveillée chez elle, sans corps à incinérer et avec un gagne-pain en moins. Les Sundarbans, sont entrées depuis plusieurs décennies déjà dans la crise climatique (Imagine n°161). La plus grande zone de mangroves au monde, qui s'étend à cent kilomètres au sud de Kolkata mais aussi sur le Bangladesh voisin, éprouve la montée des eaux océaniques et leur rencontre avec l'écoulement de plus en plus marqué des glaciers himalayens. L'érosion a affaibli les sols,

les cyclones ont ébranlé la population, 4,5 millions d'habitants, aux conditions de vie souvent rudes. La poussée démographique a entassé les êtres humains juste en face, à une rive près d'un animal coriace : le tigre du Bengale. Une partie des Sundarbans (près de 3000 km<sup>2</sup> sur 10 000) a été élevée au rang de « réserve de tigres » en 1973. L'être humain ne peut s'aventurer dans une bonne partie de cette zone, ni y mener une quelconque activité. Une zone tampon sert au tourisme et à la pêche, pour laquelle il faut une autorisation spéciale : un Boat Licence Certificate, ou BLC.

### Seule avec un bateau

Après la mort de son mari, Kaushalya, qui habite sur l'île de Gosaba, n'a reçu aucune compensation et n'a pas eu d'autre choix que de retourner à la pêche. En Inde, une loi prévoit que si une personne est tuée par un animal sauvage comme le tigre, la famille doit pourtant recevoir une compensation des autorités. Si Kaushalya n'a jamais rien reçu, c'est parce que son mari et elle ne détenaient pas de BLC lors de l'attaque. L'acronyme crée autant de remous que les noms des cyclones qui malmènent la région et la vie des pêcheurs. Les BLC sont octroyés par le Forest Department (Département des forêts). Il y en a 700 seulement, alors que les pêcheurs sont estimés à

« Ici, tout le monde stresse. On stresse de manquer à manger, on stresse pour l'argent, on stresse pour le prochain cyclone »

Paritosh Mondal, ex-agriculteur, aujourd'hui vendeur de médicaments

Un reportage de Quentin Noirfalisse, avec Amitrajit Chakraborty et Saptaparna Paul  
Photos : Amitrajit Chakraborty



Avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles

140 000 dans la région. Bien souvent, ce ne sont pas des locaux qui les détiennent, mais bien d'anciens pêcheurs partis vivre ailleurs, ou des individus aisés qui les ont rachetés et vivent en ville. Les pêcheurs leur louent les BLC, à des tarifs usuraire bien souvent. Ils s'endettent pour pouvoir continuer leur activité. « Je ne paie pas de BLC, car cela coûte trop cher, ça n'a pas de sens, explique Kaushalya. J'ai pu recomposer une équipe avec mon frère et nous attrapons ce que nous pouvons. Tant pis pour les risques. Mon bateau est tout ce que j'ai. Sans lui je ne peux pas survivre. »

En Inde, les femmes qui vivent le destin de Kaushalya sont appelées « veuve du tigre » (Tiger Widow). Certains chiffres évoquent une trentaine de décès annuels de pêcheurs et de collecteurs de miel à cause du tigre, mais beaucoup ne seraient pas rapportés à la police. Elles seraient 1200 veuves du tigre qui tentent de joindre les deux bouts, souvent seules à la tête de leur famille. Elles sont souvent jeunes, dans la trentaine, et mères d'au moins deux enfants. Leurs options sont maigres. Certaines comme Kaushalya continuent à pêcher malgré les dangers. D'autres s'échinent à collecter, à la main, des larves de crevettes, les pieds dans les rivières, courbées en deux. Ces larves partent ensuite dans les étangs d'aquaculture.

En 2009, le cyclone Aila a dévasté les rizières des Sundarbans, charriant avec lui de vastes quantités d'eau de mer, qui ont salinisé les cultures. Pendant de longues années, l'agriculture a été difficile, et beaucoup ont été obligés d'aller pêcher. A la faveur de la demande internationale, dopée par l'appétit chinois, de nombreux terrains ont été convertis en étangs d'élevage pour les crabes et les crevettes. Sont arrivés, en même temps, les déversements d'antibiotiques et de polluants dans les eaux. Aujourd'hui, l'aquaculture profite surtout aux propriétaires de vastes étangs, moins aux locaux.

## SUR LE VOLCAN

Kaushalya Mondal a perdu son mari il y a huit ans, tué par un tigre. Cette « veuve du tigre » pêche toujours, malgré les risques, pour parvenir à élever ses enfants.

Gita Mridha n'a pas retrouvé le corps de son mari non plus. Il était à la rame du bateau quand un tigre lui a sauté dessus. Elle a décidé que sa famille ne pêcherait plus dans les eaux dangereuses de la zone tampon. Ils cultivent un bigha de terre (1300 m<sup>2</sup> environ) leur appartenant, avec « des gains très faibles ». Gita a choisi la voie de l'activisme, pour défendre les Veuves du tigre. En 2013, elle trouve un travail comme planteuse d'arbres pour un projet de reforestation soutenu par l'organisation non gouvernementale DISHA (Société pour l'initiative directe pour l'action sociale et sanitaire).

A l'époque, les villageois devaient inlassablement refaçonner, avec de la terre mêlée à de la bouse de vache, les digues qui les protégeaient de la montée des eaux. Gita a commencé à recenser les « veuves ». Aujourd'hui, elle a pris la tête du collectif Sundarban Byagbrodhoba Samiti (SBS), qui réclame de justes compensations pour la perte des maris pêcheurs. En janvier 2024, elles ont obtenu un succès inespéré à la Haute Cour de Kolkata. La justice a ordonné que deux « veuves », Sarojini Mondal et Saraswati Auliya, ayant perdu leurs maris en 2019, reçoivent 500 000 roupies (un peu plus de 5000 €) en compensation. La somme ne remplacera jamais leur perte, mais dans une région où les pêcheurs peuvent gagner entre 8000 et 15 000 roupies par mois, la compensation ouvre de nouvelles perspectives de vie.

« Nous avons actuellement une septantaine de cas au tribunal pour des demandes de compensation. Cette décision judiciaire amène la possibilité de remettre les veuves du tigre dans leur droit », déclare Gita Mridha. Aidée par des ONG comme DISHA, ActionAid, la SNS ne veut pas seulement être un appui pour aller chercher les compensations trop souvent refusées par le Forest Department. « Nous sommes là pour que les femmes se collectivisent, se soutiennent mutuellement et joignent leurs forces ».

Au cœur de Gosaba, juste à côté d'une des routes pavées caractéristiques des Sundarbans, un long champ. Et à l'entrée de ce champ une maison à deux étages en construction. Gita sourit en faisant le tour du propriétaire. Un champ en plein labour, un réservoir naturel d'eau de pluie. La parcelle des Veuves du tigre pourra leur amener des revenus, espère-t-elle. « Ces femmes n'avaient aucun espoir et nous avons réussi ensemble à leur en redonner. » Car les tigres, les compensations, la quête de justice ne sont pas les seuls obstacles que les « Veuves » rencontrent sur leur chemin. Comme bien d'autres habitantes de la région, elles vivent aux prises avec un climat qui se dérègle. La mousson qui change de cycle, n'arrive plus au même moment et dure moins longtemps. La chaleur vous scotche chez vous alors que vous devriez pouvoir aller travailler. L'inquiétude qui s'étend quand il n'y a plus assez d'eau pour irriguer les champs. « Moi, je me sens comme une victime du changement climatique », souffle Gita.

Il n'y a pas vraiment de médecins à Gosaba. Le soir, au centre du village de Lahiripur, à côté d'un étal de poissons



— Aniraj Chakraborty

et en face d'un bar à thé, on peut aller consulter Paritosh Mondal. Ancien agriculteur, il n'a pas de diplôme de médecine, mais vend des médicaments et peut vous observer rapidement. S'il redoute quelque chose, il glissera qu'il vaudrait mieux prendre la route le plus vite possible et aller à Kolkata, à une petite journée de route (ferry, bus, train) de là, se faire « checker » dans un hôpital. « On ne vous a pas menti : ici, les gens ont des problèmes de tension artérielle. Tout le monde stresse ici. Stress de manquer à manger, stress pour l'argent, stress pour le prochain cyclone. » Et à l'avant de la première ligne, il y a les femmes. Paritosh Mondal liste ce qu'il entend, constate : « Celles qui collectent les larves de crevettes auraient des problèmes à l'utérus. Les menstruations se dérèglent, on voit des tumeurs, des fausses couches. » Bien souvent, les femmes affrontent la douleur en silence, par manque de moyens pour aller faire une échographie à Kolkata. La recherche scientifique manque autant que les structures de santé publique dans la région. Des premiers articles ont permis d'établir des problèmes de santé liés à l'augmentation de la salinité de l'eau.

### Les femmes face au risque

Les femmes qui, par manque de choix, doivent se tourner vers l'aquaculture, la collecte de larves de crevettes ou bien la pêche, peuvent passer 4 à 7 heures par jour dans l'eau. Dans un article paru en 2022 sur le site de la People's Archive of Rural India, de nombreux professionnels de la santé s'alarment de ces « problèmes gynécologiques » récurrents, causés par un mélange d'eau salée, d'inégalités socio-économiques et d'absence d'un réel système de santé dans la région. Ainsi, le coordinateur d'une unité médicale mobile de la région estime que sur les 400 à 450 patients reçus chaque semaine, 60 % environ sont des femmes et nombreuses viennent avec « des problèmes de peau, des pertes vaginales, de l'anémie, de l'aménorrhée (absence ou irrégularité menstruelle) ».

Malgré elles, les Sundarbans sont devenues un laboratoire de la crise climatique. Un lieu où l'on peut palper ses effets, en même temps que ceux, terribles, de la main de l'homme sur un environnement pourtant quasiment

intact il y a à peine trois siècles. Entre deux cigarettes et un coup de fil, Animesh Mondal, politicien local influent, reconnaît que la terre à Gosaba a été gorgée de pesticides, que la collecte de larves pour l'aquaculture nuit à la biodiversité des rivières. Mais dans la même volute, il condamne aussi les pêcheurs, qui iraient chercher du crabe dans la réserve des tigres par « avidité ». Un pêcheur aux cheveux gris, sur un bateau à moteur, regarde vers la forêt des tigres. Dans son dos et sur son épaule de profondes cicatrices. Il a survécu à une attaque, il y a quelques années, et perdu en partie l'usage d'un bras, dont les doigts sont à jamais crispés. Il ne continue pas de pêcher par « avidité », mais parce qu'il n'a pas d'autre choix. Où aller ? Il est déjà trop vieux pour tenter l'aventure que bien d'autres tentent dans la région, partir dans une autre province, travailler dans le bâtiment, gagner deux fois plus qu'ici et aider la famille. A Gosaba, les relations entre pêcheurs et le Forest Department sont souvent tendues. Les premiers se plaignent d'amendes infligées tous azimuts et d'obstacles constants opposés à leur activité. Le Forest Department se défend souvent en disant agir pour la réserve de tigres.

En 2008, l'avocat britannique Krishnendu Mukherjee, dont les parents viennent du Bengale-occidental, a visité les Sundarbans, côté indien, pour s'enquérir des premiers « réfugiés » du changement climatique. L'île de Lohachara, qui comprenait 10.000 habitants, avait été complètement immergée par les eaux du Bengale. Une étude menée sur sept ans par l'Université de Jadavpur (Kolkata) attribua cela à la montée des eaux causée par l'activité humaine.

Tous les habitants avaient été déplacés sur les îles voisines ou bien sur le continent, où ils avaient reçu un terrain et un logement. Mais Mukherjee observa que ces compensations n'étaient pas toujours systématiques, ou suffisantes, et pouvaient entraîner des effets problématiques. Un projet juridique démarré en 2019 par le King's College de Londres, l'Université de Jadavpur et l'Université nationale de sciences juridiques (Kolkata) a démontré que ces conséquences pouvaient aller du travail forcé à l'endettement en passant par le trafic d'êtres humains ou la migration forcée. « Le cas des veuves du tigre est exemplaire, explique-t-il. Leurs maris ont dû se risquer dans les zones où vit le tigre pour compenser la diminution de leurs prises à cause des effets du changement climatique et de la surpêche. Leurs veuves ont dû lutter pour obtenir reconnaissance et compensations à travers des procédures judiciaires interminables. »

Le projet juridique mené par les universités veut mettre en avant la détresse des Sundarbans, mais aussi le manque de réaction locale, nationale et internationale



— Aniraj Chakraborty

À Canning, à l'entrée des Sundarbans, des pêcheurs manifestent contre les tracasseries du Forest Department, la pêche au chalut qui les prive de leurs poissons et pour réclamer des compensations pour les victimes des tigres.

à celle-ci, explique Krishnendu Mukherjee. « Il est désormais reconnu que les personnes les plus affectées par la crise climatique viennent de parties du monde où elles ont à la fois le moins contribué aux problèmes mais y sont les plus vulnérables. Ce n'est pas uniquement une injustice profonde. Cela requiert des états et des entreprises de prendre en compte ces populations dans leurs décisions. » Mukherjee rappelle ainsi que tout en mettant en avant leurs ambitions de neutralité carbone pour 2050, des entreprises européennes investissent dans des projets à fortes émissions de carbone. Ainsi, le Bangladesh, un des pays les plus touchés par le réchauffement climatique, a triplé sa production d'énergie à base de charbon l'année dernière. Depuis 2018, des activistes ont dénoncé la construction de la centrale de Rampal à quelques kilomètres seulement des Sundarbans, du côté bangladais. L'ONG Urgewald en Allemagne a montré que la centrale était indirectement financée par des banques britanniques comme Barclays et HSBC. La Fondation Heinrich Böll a dénoncé le rôle du groupe d'ingénierie allemand Fichtner comme consultant dans la conception du projet. « Ce n'est pas notre rôle de dire aux personnes les plus touchées comment leur région ou leur pays doit se développer, explique Mukherjee. Cependant, c'est une erreur de démarrer des projets sans évaluation de leur impact sur les droits humains et sans consulter les citoyens concernés. Dans la plupart de ces projets, il n'y a même pas de mécanisme pour compenser les communautés locales en cas de conséquences négatives, alors qu'elles ont peu de chances d'en profiter réellement un jour. »

Les Sundarbans nous tendent un miroir interpellant. Deux milliards d'êtres humains habitent à moins de 200 km d'une côte. La réponse à l'urgence du moment ne pourra se faire qu'en écoutant les citoyennes et citoyens concernés, en observant ce qu'ils font déjà, et dans un esprit de solidarité et de transparence au niveau mondial. —